

# Le difficile chemin de la paix

**Avec la recrudescence des attaques des Talibans et des organisations terroristes, l'insécurité demeure le principal défi des autorités afghanes. Pour le surmonter, celles-ci s'activent sur plusieurs fronts : la formation d'une armée nationale aguerrie, une diplomatie dynamique et la valorisation d'un potentiel économique qui pourrait en faire une plateforme du commerce régional.**



## Que reste-t-il de la France en Afghanistan ?

Par M. Jean-Louis TOURENNE,  
Sénateur d'Ille-et-Vilaine, Président du Groupe d'amitié France-Afghanistan au Sénat

On ne peut faire fi de la géographie : l'Afghanistan occupe une position centrale à la charnière de l'Asie, de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Elle surplombe la péninsule arabique. Un Afghanistan instable, fragile, qui exporte sa population, dont les deux piliers de l'économie sont l'aide internationale et la production de stupéfiants, a été, est et sera toujours une menace. C'est la raison pour laquelle, en dépit de piètres résultats, à Varsovie et à Bruxelles, la communauté internationale a décidé de continuer à soutenir ce pays sur lequel pèse à présent l'hypothèque des résultats de l'élection américaine. Depuis

2014 et le retrait des troupes de l'OTAN, dont un important contingent français, on ne peut pas dire que la situation se soit améliorée même si l'État ne s'est pas effondré en dépit du chaos politique et d'une gouvernance pour le moins défaillante qui résultent de la lutte entre un président et son premier ministre dont les motivations sont bien éloignées de la recherche de l'intérêt général dans un contexte de corruption généralisée à tous les niveaux. Pendant ce temps, les négociations de paix s'enlisent, les talibans contrôlent un tiers du pays, tout comme le gouvernement ; tandis que le troisième tiers est disputé. Personne ne peut faire entendre raison au Pakistan qui continue à jeter de

l'huile sur le feu et qui expulse 3 millions de réfugiés vers son voisin pour le déstabiliser un peu plus.

Alors quinze ans pour rien ? Certes non, il existe des acquis, fragiles mais réels : des institutions existent et le combat politique s'est (pour l'instant) substitué aux milices, les minorités, les hazaras en particulier, font l'objet de moins de discrimination même s'ils sont la cible de l'islamisme radical de Daesh (l'État Islamique au Khorasan), un réseau scolaire et médical existe, ouvert aux femmes et aux filles. Même défectueux, c'est un progrès énorme. Les droits des femmes sont mieux respectés selon les normes

afghanes. Le réseau routier se développe et l'enclavement du pays diminue. Mais si l'on rapporte ces progrès timides au coût des opérations militaires (environ 800 milliards de dollars pour les seuls États-Unis, 2 milliards d'euros pour la France) et les dizaines de milliards de l'aide internationale, dont une partie s'est « évaporée », le bilan est bien maigre et donne l'impression d'un immense gâchis. N'oublions pas non plus le prix du sang : 89 de nos soldats sont tombés sur la terre afghane.

Et la France ? Qu'en reste-t-il ? Notre aide directe n'a jamais été très importante mais le Traité d'amitié que nous avons signé « pour 50 ans » supposait un apport d'environ 40 millions d'euros par an, c'est-à-dire le maintien de ce que nous apportions de 2008 à 2012. Notre aide atteint aujourd'hui péniblement 20 millions d'euros par an et ne cesse de diminuer, rigueur budgétaire exige nous dit-on à Bercy. Cela est pourtant contraire à nos engagements solennels. Qu'est ce qui demeure ? Quelques réalisations emblématiques comme l'hôpital mère-enfant et un passé de relations plus que centenaire. La France a bonne image, elle s'honorait en respectant la parole donnée.



Le Président François Hollande en visite à la base avancée de Nijrab lors de la visite officielle qu'il a accompli en Afghanistan le 25 mai 2012.

Après 13 ans de présence en Afghanistan, le dernier contingent de l'armée française a officiellement quitté le pays le 31 décembre 2014. Durant cet engagement, 89 soldats français ont perdu la vie et 700 ont été blessés. Ce retrait a coïncidé avec la fin de la mission de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) conduite sous l'égide de l'OTAN depuis 2001. Au total, la France a déployé dans ce cadre près de 70 000 soldats. Plus de 21 000 militaires afghans ont été formés par l'armée française. La France a également contribué à la formation de sept bataillons d'infanterie ou de blindés. Depuis 2013, la France était chargée du commandement de l'aéroport international de Kaboul. Sous le commandement du général Philippe Lavigne, les soldats de la mission Pamir assuraient aussi la formation d'unités afghanes. La coopération militaire entre la France et l'Afghanistan se poursuit aujourd'hui dans le cadre du traité d'amitié et de coopération signé le 27 janvier 2012.